

crité de leur langage ; peut-être même alors ces hommes étaient-ils encore sincères.

Campe voyait souvent Mirabeau, qui trouvait beaucoup de charmes dans la conversation de l'écrivain allemand, dont l'instruction variée pouvait lui être fort utile. Il aimait à causer avec lui de l'Allemagne politique et littéraire, qu'il connaissait peu, bien qu'il eût écrit sur la monarchie prussienne un gros livre dans lequel il prétendait n'avoir laissé rien à dire après lui. Mais la franchise de Campe relevait sans ménagement les défauts de cet ouvrage, et, dans les discussions auxquelles donnait lieu cette critique, Mirabeau rendait justice à la sagacité, aux vues et aux connaissances de son hôte, qui s'était trouvé dans la position la plus favorable pour étudier l'influence du gouvernement du grand Frédéric sur l'Allemagne en général et sur la Prusse en particulier. Mirabeau avait deviné dans Campe quelque chose de plus que le mérite de l'instituteur et de l'auteur de bons ouvrages d'éducation ; aussi l'engagea-t-il plus d'une fois à quitter la carrière de l'enseignement et à consacrer son talent à quelque grande composition historique. Mais Campe, toujours modeste, répondait que cette tâche était au-dessus de ses forces, et que le succès de quelques ouvrages utiles à la jeunesse satisfaisait son ambition littéraire.

Mais il ne refusa pas, ou plutôt il ne put refuser un honneur que lui firent décerner ses amis, et qu'il partagea avec plusieurs autres savants étrangers : l'Assemblée Nationale lui conféra le titre et les droits de citoyen français.

Campe n'ignorait pas à quelles préventions, à quelles rancunes l'exposait cette espèce d'ovation politique ; elles l'attendaient à son retour de France, et quand le conseiller des écoles du duché de Brunswick y reparut, en 1790, avec son nouveau titre de citoyen français, on lui reprocha presque d'avoir abdiqué sa patrie allemande. A Brunswick, comme dans presque toute l'Allemagne, la révolution française avait rencontré peu de sympathies ; elle y était jugée avec une sévérité d'autant plus injuste qu'elle n'y était pas comprise. Campe vit s'éloigner de lui quelques-uns de ses meilleurs amis, et son souverain, le duc de Brunswick, se prononça contre les idées françaises du conseiller des écoles. La perte de cette place ne causa à Campe aucun regret ; elle lui rendait son indépendance, et, pour en constater, pour en maintenir les droits, il se décida à publier sa profession de foi politique, sous le titre de *Lettres écrites de Paris pendant la Révolution*.

Ces lettres parurent d'abord dans le journal de Brunswick, puis furent imprimées séparément. Cette publication était une espèce de défi jeté à ses critiques et à ses adversaires, car il ne modifia nullement l'expression de l'enthousiasme que lui avait inspiré la révolution française ; au contraire, il parut l'exagérer encore, comme s'il eût craint qu'on pût douter de la sincérité de son opinion. Mais ces lettres ne produisirent qu'un effet médiocre ; les événements avaient marché depuis le retour de Campe à Brunswick, et à peine son ouvrage était-il publié, que déjà il était réfuté par beaucoup de faits qui contredisaient son optimisme. Il avait cru, en quittant la France, que la révolution française avait dit son dernier mot. Égaré par des illusions dont le principe était d'ailleurs très-respectable, il ne prévoyait aucun danger pour la monarchie constitutionnelle, et semblait ne pas admettre l'existence de factions ligées contre elle. Campe n'avait aperçu en France ni ambitieux, ni intrigants ; il saluait l'ère d'une régénération complète avec une bonne foi d'admiration qui devait paraître singulière, quand tout en France était encore en question, lorsque la lutte y était à peine commencée entre le peuple et l'aristocratie. Le titre seul de l'écrit politique de Campe, *Lettres écrites de Paris pendant la Révolution*, en indique le